



CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

DELEGATION CENTRE EST
17 rue Notre Dame des Pauvres
B.P. 10075
54 519 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY CEDEX

**PROCEDURE AOO
N°25.06.005**

**MARCHE MUTUALISE DE PRESTATIONS DE SERVICE DE
NETTOYAGE DES SITES DE LA DELEGATION CENTRE-EST DU
CNRS**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)**

La présente procédure est soumise au code de la commande publique entré en vigueur le 1^{er} avril 2019.

SOMMAIRE

| | |
|--|----|
| Autorité publique contractante, personne responsable du marché : | 3 |
| Article 1 - OBJET – FORME DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GENERALES | 4 |
| PREAMBULE | 4 |
| 1.1 - Objet de l'accord-cadre | 4 |
| 1.2 Nature de l'accord-cadre | 5 |
| 1.3 – Périmètre de l'accord-cadre | 5 |
| 1.3 Durée de l'accord-cadre | 6 |
| Article 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ..... | 7 |
| Article 3 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS | 8 |
| 3.1 Calendrier mensuel des prestations | 8 |
| 3.2 organisation du travail..... | 8 |
| Article 4 - RESPONSABILITES | 10 |
| Article 5 – SECRET-CONFIDENTIALITE | 10 |
| Article 6 – MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE | 11 |
| 6.1 Prix des prestations | 11 |
| 6.2 Prestations récurrentes – bons de commande | 11 |
| 6.3 Prestations ponctuelles – bons de commande..... | 11 |
| 6.4 Clause de non-exclusivité..... | 11 |
| 6.4 Variation de prix..... | 11 |
| Article 7 – Clause de réexamen | 12 |
| Article 8 – AVANCE | 13 |
| Article 9 - MODALITES DE REGLEMENT | 14 |
| Article 10 – REFACTIONS ET PENALITES | 16 |
| 10.1 Réfections | 16 |
| 10.2 Pénalités | 16 |
| Article 12 – Assurance..... | 17 |
| Article 13 – Résiliation | 18 |
| Article 14 – Visite des lieux | 18 |
| Article 15 - DEROGATIONS CCAG/FCS | 18 |

a) Personne publique contractante :

Le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) pour les besoins des laboratoires et site de la délégation régionale Centre-Est :

| |
|--|
| Délégation Centre-Est (DCE) |
| Centre Médico-Social (CMS) |
| Centre de Recherches Pétrographiques et Géochimiques (CRPG) |
| Site Jean-Zay |
| Laboratoire de Chimie Physique et Microbiologie pour les Matériaux et l'Environnement (LCPME) |
| Analyse et Traitement Informatique de la Langue Française (ATILF) |

b) Personne Responsable des Marchés et Ordonnateur des paiements :

La Déléguée Régionale pour la délégation Centre Est du CNRS ;
17, rue Notre Dame des Pauvres
BP 10075
54 519 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

c) Comptable assignataire des paiements :

L'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Centre Est du CNRS ;
17, rue Notre Dame des Pauvres
BP 10075
54 519 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

**d) Le fonctionnaire habilité à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur le
nantissement des marchés et la cession de créance résultant du marché est :**

La Déléguée Régionale pour la délégation Centre Est du CNRS
17, rue Notre Dame des Pauvres
BP 10075
54 519 VANDOEUVRE-LÈS-NANCY

Article 1 - OBJET – FORME DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

PREAMBULE

CODE NACRES :

BB.11 : Services de nettoyage courant des locaux.

BB.13 : Services de nettoyage des vitres

BB.01 : Produits et petites fournitures d'hygiène et de toilette

CODES CPV :

| | |
|-------------------|----------------------------------|
| 90910000-9 | Service de nettoyage |
| 90911300-9 | Service de nettoyage des vitres |
| 90919200-4 | Service de nettoyage des bureaux |

Le CNRS est un organisme national de recherche. La délégation Centre-Est (DR06) est la représentation CNRS sur le secteur Grand-Est.

La délégation a en gestion directe cinq sites du Grand Nancy accueillant des activités administratives, médicales et sociales et des laboratoires de recherche.

MODE DE PASSATION :

Procédure formalisée d'appel d'offres ouvert en application des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

FORME DU MARCHÉ :

Accord-cadre mono-attributaire à prix mixtes s'exécutant par l'émission de bons de commande en application des dispositions des articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14- du code de la commande publique

ALLOTISSEMENT :

Sans objet : L'allotissement rend l'exécution techniquement difficile ou financièrement coûteuse.

1.1 - OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) a pour objet l'exécution de prestations de nettoyage des locaux des sites de la délégation Centre-Est du CNRS.

Les locaux concernés sont classés dans le groupe d'activités : bâtiments administratifs et laboratoires

L'accord-cadre est passé par la Délégation régionale Centre-Est du CNRS à la demande de son Service Patrimoine et Logistique (SPL).

L'accord-cadre est décomposé en :

- Prestations récurrentes passées au forfait ;
- Prestations occasionnelles traitées à coût unitaire ;

1.2 NATURE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est lancé selon une procédure d'appel d'offres ouvert conformément aux dispositions des articles R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre de prestations de services soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et de Services (CCAG/FCS) issu de l'arrêté du 31 mars 2021.

Il s'exécute sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande selon les modalités suivantes :

- **Un bon de commande annuel**, établi sur la base d'un forfait de prestation, sera émis pour chaque site conformément aux dispositions décrites à l'article 6 du présent CCAP.
- **Des bons de commande ponctuels**, fondés sur les prestations prévues dans le bordereau des prix unitaires (BPU), à la survenance des besoins.

Les montants maximums de l'accord-cadre, pour la période initiale est de : 200 000€ H.T

1.3 – PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour l'exécution de prestations de nettoyage des locaux des sites de la délégation Centre-Est du CNRS. Les prestations sont attendues sur 5 sites distincts, tous inclus sur le secteur de la Métropole du Grand Nancy. Les différents sites sont les suivants :

| <u>Intitulé</u> | <u>Adresse d'exécution</u> |
|--|--|
| Site de la délégation-Centre-Est | 17 rue notre dames des pauvres 54500 Vandoeuvre les Nancy |
| Centre Médico-social | 9 rue notre dames des pauvres 54500 Vandoeuvre les Nancy |
| Centre de Recherches Péetrographiques et Géochimiques (CRPG) | 15 rue notre des dames des pauvres 54500 Vandoeuvre les Nancy |
| Site Jean-Zay | Rue Jean ZAY 54500 Vandoeuvre les Nancy |

| | |
|--|--|
| Laboratoire de Chimie Physique et Microbiologie pour les Matériaux et l'Environnement (LCPME) | 405 rue de Vandoeuvre 54600 Villers les Nancy |
| Analyse et Traitement Informatique de la Langue Française (ATILF) | 44 av. de la libération 54000 Nancy |

1.3 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

La période initiale de l'accord-cadre s'étend sur une durée d'un an. Le début d'exécution de cette période initiale varie selon les sites, en raison des dates d'échéance des marchés en cours d'exécution, qui diffèrent.

| <u>Intitulé du site</u> | <u>Date de commencement d'exécution de la période initiale</u> |
|---|--|
| Site de la délégation-Centre-Est | <u>1^{er} juillet 2025</u> |
| Centre Médico-social | <u>1^{er} juillet 2025</u> |
| Centre de Recherches Pétrographiques et Géochimiques (CRPG) | <u>1^{er} juillet 2025</u> |
| Site Jean-Zay | <u>1^{er} avril 2025</u> |
| Laboratoire de Chimie Physique et Microbiologie pour les Matériaux et l'Environnement (LCPME) | <u>1^{er} avril 2025</u> |
| Analyse et Traitement Informatique de la Langue Française (ATILF) | <u>1^{er} avril 2025</u> |

Conformément aux dispositions des articles L2125-1 et R 2112-1 du code de la commande publique, l'accord-cadre peut être renouvelé trois (3) fois, pour une durée d'un (1) an, par tacite reconduction sans toutefois que sa durée totale n'excède quatre (4) ans. Le titulaire ne peut refuser cette reconduction.

Non-reconduction

Le cas échéant, la Personne Responsable du Marché notifie au titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, sa décision de ne pas reconduire l'accord-cadre, au moins deux (2) mois avant la fin de la durée de validité de celui-ci.

Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Article 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, l'accord-cadre est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement dûment complété, daté et signé par le titulaire ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes précisées comme suivent :
 - Annexe n° 1 : Liste du personnel et éléments d'évaluation de la masse salariale ;
 - Annexe n°2 : Liste des contacts et référents par site
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP), et ses annexes précisées comme suivent :
 - Annexe n° 1 : Site 1 : Fiche technique Délégation Centre-Est
 - Annexe n° 2 : Site 2 : Fiche technique Centre Médicosocial
 - Annexe n° 3 : Site 3 : Fiche technique CRPG
 - Annexe n° 4 : Site 4 : Fiche technique Site Jean-Zay
 - Annexe n° 5 : Site 5 : Fiche technique LCPME
 - Annexe n° 6 : Site 6 : Fiche technique ATILF
- ✚ Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures et de services issu de l'arrêté du 31 mars 2021 ;
- ✚ L'offre technique du titulaire en réponse aux prescriptions du CCTP.

Toute clause, portée dans le(s) tarif(s) ou documentation quelconque du titulaire et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives de l'accord-cadre, est réputée non écrite.

Les conditions générales et particulières de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

Le titulaire est réputé connaître parfaitement l'ensemble des normes et règlements applicables aux prestations et en avoir tenu compte dans l'établissement de ses prix.

Article 3 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

3.1 CALENDRIER MENSUEL DES PRESTATIONS

Le titulaire propose à la remise de son offre le calendrier mensuel des prestations à exécuter, établi selon le cadre fixé par le CNRS. Il peut être aménagé après la notification pour s'adapter à certaines contraintes du CNRS.

Cet ajustement devra faire l'objet d'une validation définitive du CNRS.

3.2 ORGANISATION DU TRAVAIL

Les effectifs globaux nécessaires à l'exécution des prestations décrites au CCTP sont à évaluer par le candidat et doivent figurer dans son offre technique.

La répartition quotidienne des effectifs nécessaires à l'exécution de toutes les opérations, basée notamment sur les périodicités définies par la personne publique, sont fixés par le titulaire dans son offre technique.

3.2.1 Comportement du personnel

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement irréprochable.

Le titulaire est responsable de ses employés en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

Il est responsable des accidents survenus du fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations de nettoyage.

Les détériorations sur le mobilier, le matériel, les revêtements, résultant de l'exécution des prestations, seront à la charge du titulaire.

3.2.2 Encadrement du personnel

Le titulaire doit obligatoirement affecter en permanence un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du CCTP. Cet agent doit avoir bénéficié d'une formation suffisante en matière de norme de santé et de sécurité du travail, de techniques d'application et de problèmes environnementaux.

Il est assisté d'agents en nombre et qualification suffisants pour assurer un encadrement et une surveillance efficaces ; il doit se rendre aux convocations de la responsable du Service Patrimoine et Logistique du CNRS et de son représentant.

3.2.3 Relations sociales dans la branche professionnelle

Il est fait application de la Convention Collective Nationale des Entreprises de Propreté et des services associés du 26 juillet 2011.

Sont exclus des dispositions les salariés de statut « cadre ». Le titulaire est invité à évaluer le personnel repris en vertu de l'application de cette convention.

Le titulaire s'engage à reprendre à niveau de rémunération au moins équivalent, les personnels en fonction avant la date d'effet du présent marché, sauf refus de leur part. Les personnels repris seront soumis aux règles de gestion du titulaire.

Cette reprise sera effectuée avec incorporation de l'ancienneté acquise par ces personnels au titre de leur précédent contrat de travail et ce sans période d'essai préalable ; les droits à congés payés seront également maintenus, ainsi que les avantages dont ils peuvent bénéficier au titre de leur convention collective.

Le titulaire devra transmettre au maximum quatre mois avant le terme du présent marché, les informations concernant le personnel à reprendre que le pouvoir adjudicateur communiquera aux candidats à l'occasion de la future procédure de consultation.

L'annexe au présent CCAP liste les éléments relatifs à la masse salariale (annexe 1- Liste du personnel et éléments d'évaluation de la masse salariale).

Le pouvoir adjudicateur n'étant pas à l'origine des données transmises, sa responsabilité ne pourra être engagée en cas d'erreur sur les données.

Il est à noter que le présent accord-cadre adopte un fonctionnement différent des précédents marchés couvrant le besoin du CNRS. La liste du personnel soumis à reprise n'est pas forcément en adéquation avec les nouvelles exigences du marché à venir.

3.2.4 Sujétions résultant des activités d'exploitation

Le titulaire ne pourra se prévaloir, ni pour éluder les obligations de l'accord-cadre, ni pour élever aucune réclamation, des contraintes qui pourraient être occasionnées par les activités d'exploitation des locaux, notamment par l'interruption ou le report de toute opération décidée par la responsable du Service Patrimoine et Logistique du CNRS ou son représentant.

Seront consignées dans un registre toutes contraintes résultant des activités d'exploitation.

Le titulaire doit informer le représentant du site concerné de toutes les difficultés dans l'exécution des prestations. Il signale par écrit et quotidiennement dans le cahier de liaison toutes les anomalies constatées :

- Défaut de fonctionnement des équipements ;
- Dégradations diverses nécessitant l'intervention du service de maintenance ;
- Défaut d'éclairage ;
- Défaut de vitrage ;
- Fuite ou bouchages éventuels ;
- Vols ;
- Pannes.

L'écrit des signalements indiquera le repère du bâtiment, la localisation précise, l'étage, et le type d'anomalie constatée.

3.2.5 Plan de prévention

Les dispositions du décret n°92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux « travaux » effectués dans un établissement par une entreprise extérieure et celles de l'article 6 du CCAG/FCS relatives à la protection de la main d'œuvre et conditions de travail sont applicables.

Le titulaire et le responsable technique du site procèderont, avant le début des prestations, à une visite du site et à une information réciproque sur les risques particuliers encourus et les mesures de prévention envisagées. Cette information fait l'objet d'un procès-verbal et d'un plan de prévention.

Pour permettre l'élaboration du plan de prévention, le titulaire devra fournir, dans un délai de quinze jours (15 jours) à compter de la date de notification du marché, son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

Le CNRS et le titulaire s'engagent dans le mois qui suit la notification de l'accord cadre à rédiger et signer conjointement le Plan de Prévention. Le titulaire établira un plan de prévention par site en lien avec le correspondant technique bâtementaire.

Ce Plan de Prévention définira et aura pour but d'éviter les risques professionnels qui pourraient résulter de l'exercice simultané et, en un même lieu, des activités des deux structures.

Le Plan de Prévention sera révisé selon les termes du code du travail et à minima une fois par an à la date anniversaire du marché. Il sera expliqué aux agents par le titulaire et signé par chacun d'eux.

Article 4 - RESPONSABILITES

Le titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est seul responsable des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à ceux appartenant à des tiers.

Article 5 – SECRET-CONFIDENTIALITE

L'exécution du marché peut conduire le titulaire et certains de ses personnels à avoir connaissance d'informations sensibles qui, sans être couvertes par le secret de défense, ne doivent pas être rendues publiques.

Le titulaire s'engage et engage ses personnels à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit de tout élément connu dans le cadre du présent marché.

Le non-respect par le titulaire des prescriptions de sécurité du présent marché pourra entraîner sa résiliation sans indemnité à ses torts.

Article 6 – MONTANTS DE L'ACCORD-CADRE

6.1 PRIX DES PRESTATIONS

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent l'ensemble des frais afférents à la réalisation des prestations.

Le soumissionnaire complétera l'annexe financière présente en annexe de l'acte d'engagement. Cette annexe financière se décompose en deux parties :

- Une partie intitulée « **Décomposition du prix global et forfaitaire** » correspondant au forfait annuel propre à chaque site ;
- Une partie intitulée « **Bordereau des prix unitaires** », correspondant à des prestations ponctuelles déclenchées à la survenance d'un besoin.

L'accord-cadre s'exécute par l'émission de bons de commande en application des dispositions des articles L. 2125-1, R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14- du code de la commande publique.

6.2 PRESTATIONS RECURRENTES – BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre est traité au forfait annuel pour les **prestations récurrentes**.

Un bon de commande mentionnant le numéro de l'accord-cadre et correspondant au montant forfaitaire total annuel est établi annuellement, par site.

6.3 PRESTATIONS PONCTUELLES – BONS DE COMMANDE

Les prestations décrites dans l'annexe financière de l'acte d'engagement, dans la partie *Bordereau des prix unitaires*, pourront faire l'objet de commandes ponctuelles en fonction des besoins. Seules les quantités réellement exécutées donneront lieu à facturation.

6.4 CLAUSE DE NON-EXCLUSIVITE

Dans le cas des prestations ponctuelles par bons de commande, le CNRS n'est pas dans l'obligation de recourir au titulaire du présent accord-cadre pour leur exécution. En effet, l'exclusivité du titulaire s'arrête aux prestations définies comme prestations récurrentes établies sur la base du forfait. Ainsi, cette exclusivité ne couvre que les prestations récurrentes traitées à prix forfaitaire.

6.4 VARIATION DE PRIX

Les prix forfaitaires et unitaires hors taxe du présent accord-cadre figurant à l'annexe financière de l'acte d'engagement, sont fermes pendant la première année de l'accord-cadre. Ils peuvent être ensuite révisés, à la date anniversaire (date de prise d'effet de l'accord-cadre mentionnée à l'article 1.3), selon la formule suivante :

$$P_n = P_o \times [0,125 + 0,875 (IP_n / IP_o)]$$

| | |
|-----------------------|---|
| P_n | prix révisé hors TVA |
| P_o | prix d'origine hors TVA figurant au marché |
| IP_o | Indice IP « Production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public» (Identifiant : 010546452) connu de l'année et du mois de remise de l'offre |
| IP_n | indice IP « « Production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 81.21 – Nettoyage courant, marché public» (Identifiant : 010546452) connu à la date de révision du marché |

Les valeurs de l'indice sont à relever au Bulletin mensuel de la statistique de l'INSEE ou sur le site <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546452>.

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision de prix, les calculs seront effectués au dix millième près.

En cas de cessation de publication ou de disparition de l'index de référence, les parties conviennent :

- d'adopter l'index de remplacement,
- si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire.

Les nouveaux prix de l'accord-cadre ainsi définis ne s'appliquent qu'aux nouvelles commandes restant à notifier.

Il appartient au titulaire de communiquer au CNRS ses nouveaux tarifs par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins deux (2) mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Les nouveaux tarifs deviennent contractuels sauf avis contraire de la Personne Responsable du Marché (PRM) prononcé dans le délai maximum de trente (30) jours à compter de leur date de leur réception. Le titulaire en est informé par tout moyens.

Aux prix ainsi définis s'applique la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au taux en vigueur au jour de l'exécution.

Article 7 – Clause de réexamen

Une réunion annuelle aura lieu à la date d'anniversaire de la notification de l'accord-cadre. La présence du chargé d'affaire ainsi que celle du chef d'équipe du titulaire sera obligatoire.

Cette réunion permettra dans un premier temps de faire état de l'exécution du marché sur l'année écoulée. Ainsi le CNRS et le titulaire pourront émettre des observations en vue d'améliorer l'exécution des prestations.

Au cours de cette réunion pourront être évoqués des ajustements rendus nécessaires par une évolution de la situation des locaux faisant l'objet du marché ou des remarques émises lors de la présente réunion. Ainsi, certains paramètres pourront être revus :

- Les surfaces et fréquences de nettoyages
- Les conditions d'exécution techniques du marché :
 - o Produits utilisés
 - o Systèmes mis en place
- Le planning d'exécution des prestations
- L'intégration de nouvelles prestations récurrentes au forfait mensuel

Le titulaire devra fournir au CNRS dans les 15 jours suivant cette réunion et selon les dispositions modifiées :

- Une nouvelle annexe financière pour le montant forfait mensuel tenant notamment compte de l'application de la formule de révision
- Une nouvelle proposition technique d'exécution
- Un nouveau planning d'exécution des prestations

Le CNRS aura la possibilité de valider directement ces propositions ou d'engager une phase de négociations avec le titulaire. Il disposera d'un délai de 30 jours pour se positionner. Sans retour de sa part, les propositions seront réputées refusées et le marché continuera de s'exécuter selon les conditions initiales.

Le réexamen des conditions d'exécution est formalisé par voie d'avenant.

En cas de modifications, l'avenant comprend notamment :

- La période d'application de ces modifications strictement limitée pour faire face aux conséquences des mesures prises pour lutter contre la crise sanitaire ;
- Les nouvelles modalités techniques et financières de l'exécution des prestations à titre temporaire

Une réunion pourra avoir lieu à l'initiative d'une des deux parties si elle estime qu'une modification du marché doit être faite dans les limites prévues par l'article 7. Les modalités seront identiques à l'article précité et pourront permettre d'apporter des ajustements rendus nécessaires par l'évolution des conditions du marché.

Article 8 – AVANCE

Sans objet.

Article 9 - MODALITES DE REGLEMENT

Chaque site fera l'objet d'un bon de commande annuel, basé sur le forfait et les montants contractuels établis dans l'annexe de l'acte d'engagement. Le règlement est effectué, après service fait, pour chaque bon de commande, sur présentation de la facture correspondante.

Les factures afférentes aux prestations exécutées sont obligatoirement transmises via Portail Chorus Pro. A défaut, elles font l'objet d'un rejet.

Les informations à faire figurer obligatoirement dans l'entête de la demande de paiement sont :

- le code service de l'entité CNRS facturée, par exemple pour le site 3, UMR7358 :

| <u>Intitulé du site</u> | <u>Code service de l'entité, par site</u> | <u>Code division</u> |
|---|---|----------------------|
| Site 1 : Site de la délégation-Centre-Est | <u>MOY600</u> | <u>0006</u> |
| Site 2 : Centre Médico-social | <u>MOY600</u> | <u>0006</u> |
| Site 3 : Centre de Recherches Pétrographiques et Géochimiques (CRPG) | <u>UMR7358</u> | <u>0443</u> |
| Site 4 : Site Jean-Zay | <u>MOY600</u> | <u>3823</u> |
| Site 5 : Laboratoire de Chimie Physique et Microbiologie pour les Matériaux et l'Environnement (LCPME) | <u>UMR7564</u> | <u>1115</u> |
| Site 6 : Analyse et Traitement Informatique de la Langue Française (ATILF) | <u>UMR7118</u> | <u>1058</u> |

- le numéro du bon de commande (exemple : XXXLXXXXX), et le cas échéant le n° de accord-cadre figurant sur le bon de commande.

Les informations nécessaires au dépôt de la facture sur le portail de facturation sont les suivantes :

- Adresse du portail : <https://chorus-pro.gouv.fr>
- N°SIRET : 18008901303720

- Code service : cf tableau ci-dessus, par exemple UMR7358 pour le site 3
- Code division : cf tableau ci-dessus, par exemple 0443 pour le site 3.

Outre les mentions obligatoires prévues par la réglementation, les factures doivent comporter les renseignements suivants :

- Références du présent accord-cadre (objet, numéro),
- Date de début d'exécution et lieu d'exécution,
- Nature de la prestation et le détail des prestations exécutées,
- Montant hors taxe,
- Taux et montant de la TVA applicable,
- Montant total toutes taxes comprises en euros.

À défaut des mentions permettant leur identification, les factures feront l'objet d'un rejet.

Conformément à l'article R. 2192-10 du code de la commande publique, le délai global de paiement des sommes dues par le CNRS, au titre du présent accord-cadre est de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la facture transmise par le titulaire aux services de la personne publique contractante. Toutefois, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture.

La date de réception de la facture et la date d'exécution des prestations sont constatées par les services de la personne publique contractante. À défaut, la date de la facture augmentée de deux jours fait foi. En cas de litige, il appartient au titulaire de la commande d'administrer la preuve de cette date. Le délai global de paiement expire à la date du règlement par le comptable au sens du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

Le règlement est effectué par virement au compte ouvert au nom du titulaire concerné à partir de son RIB ou de son RIP original.

Le Titulaire a droit à des intérêts moratoires pour retard de paiement d'une somme due au titre du marché, sous réserve que le règlement ne soit pas différé du fait d'une défaillance constatée dans la prestation.

Le taux des intérêts moratoires est celui de « *la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majorés de huit points* ».

Un forfait de 40 euros sera automatiquement appliqué au titre d'indemnité pour frais de recouvrement, lors de l'application d'intérêts moratoires en application de l'article D2192-35 du Code de la commande Publique.

L'Ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est la Déléguée Régionale pour la Délégation Centre-Est du CNRS.

Le Comptable chargé du paiement est l'Agent Comptable Secondaire de la Délégation Centre-Est du CNRS.

Article 10 – REFACTIONS ET PENALITES

Il est rappelé que les obligations du titulaire sont sanctionnées par une obligation de résultat.

La mauvaise exécution, la non-exécution ou l'exécution partielle des prestations de nettoyage seront consignées dans un registre tenu en permanence par le service en charge du suivi de l'exécution du marché pour le site concerné, et visé contradictoirement par le titulaire ou par l'agent responsable de l'encadrement.

Ces manquements feront l'objet de réfections et/ou de pénalités appliquées selon les modalités ci-après :

10.1 REFACTIONS

Les opérations de vérification des prestations ainsi que les décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet sont effectuées par le laboratoire concerné.

Conformément aux dispositions de l'article 3.3 du CCAG/FCS, d'autres personnes physiques pourront être habilitées en cours d'exécution du marché.

Les vérifications consistent à s'assurer que la prestation s'est déroulée conformément aux exigences du CCTP.

Par ailleurs, le service en charge du suivi de l'exécution du marché pour le site concerné peut, à tout moment et sans en référer préalablement au titulaire, procéder à tout contrôle jugé nécessaire afin de vérifier la conformité des prestations et des modalités d'exécution aux clauses du marché.

Ces contrôles seront effectués de manière ponctuelle après l'exécution de la prestation, sur des zones choisies de manière aléatoire.

Une réfaction systématique de la prestation ou de l'ensemble des prestations non exécutées sera appliquée après un premier avertissement au titulaire par voie électronique avec demande d'accusé de réception du CNRS.

Toute anomalie relevée sur une même prestation sera immédiatement rapportée et constatée par le chef d'équipe du titulaire. La réfaction sera égale au prix unitaire de chaque prestation non exécutée.

Le montant mensuel des réfections n'est pas plafonné.

10.2 PENALITES

En cas de non-respect des conditions d'exécution du marché, et par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, les pénalités (nettes de taxe) ci-après pourront être appliquées :

- Non-communication des éléments concernant la reprise de personnel : 100 € par jour de retard
- Non remise dans les délais du Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) : 50 € par jour de retard les 5 premiers jours puis 100€/jour
- Absence du matériel de nettoyage nécessaire ou équipement incomplet, trop usé ou inadapté : 100€ par jour et par personne mise dans ces conditions de travail.

- Utilisation de produits/consommables ne répondant pas aux exigences Eco labels ou équivalent ou tout manquement aux pratiques respectueuses de l'environnement : 50 € par fait constaté
- Défaut d'approvisionnement, d'installation ou de remplacement d'un support et/ou d'un consommable (essuie-mains, savon, désodorisant, papier toilettes, ...) : 50 € par jour de retard, toute journée entamée étant due.
- Toute prestation de nettoyage ou de service non effectuée ou effectuée partiellement, et prévue explicitement par le présent marché : 50 € par jour.
- Non-respect des plages horaires ou du nombre d'heures journalières de prestations de nettoyage des agents permanents : 50 € par heure non prestée et par personne, chaque heure entamée étant comptée pleine.
- Pour non-signalement et/ou non-remplacement dans les 24 heures d'un personnel œuvrant absent : 50 € par jour
- Toute dégradation intentionnelle de matériel ou des locaux, du fait du Titulaire, pour des raisons de négligence, de manque d'encadrement ou d'incompétence volontaire de ses agents : la réfaction correspondante à la réparation des dégâts occasionnés sera à la charge du titulaire. Toutefois selon la nature et l'ampleur de la dégradation constatée, cette dernière pourra aussi être couverte par l'assurance du titulaire
- Pour toute absence du représentant du titulaire à l'audit qualité programmé : 100 € par fait constaté
- Annulation moins de deux jours ouvrés avant une réunion par le titulaire sans justification : 100 € par anomalie.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, toutes les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, lorsque le CNRS envisage d'appliquer la première pénalité, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de sept jours. Les pénalités suivantes de même type s'appliqueront sans mise en demeure préalable

Le contrôle qualité est indissociable du respect, par le titulaire, du plan qualité qu'il aura proposé à l'appui de son offre.

Une fois en place, le titulaire devra informer régulièrement le CNRS des actions menées vis à vis de l'équipe en place, notamment en matière de formation au plan de prévention et de contrôle de la bonne exécution des prestations par le responsable de l'équipe du titulaire.

Article 12 – Assurance

Le titulaire de l'accord-cadre doit avoir souscrit un contrat d'assurance qui demeure en cours de validité pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre, garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il peut encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés au personnel du CNRS ou à des tiers, à ses biens et aux biens appartenant au CNRS ou à des tiers à l'occasion des prestations, objet de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à souscrire une assurance suffisante et doit produire à toute demande du CNRS une attestation à jour de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Article 13 – Résiliation

Le marché peut être résilié selon les termes des articles 38 à 45 du CCAG FCS. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité en cas de dénonciation anticipée du marché à la demande du pouvoir adjudicateur.

Outre les cas prévus à l'article 41 du CCAG FCS, pourront entraîner la résiliation aux torts du titulaire :

- Le cumul de défaillances graves, pourra être assimilé à une faute lourde justifiant la résiliation aux torts du titulaire, dès lors que :
 - Sur un mois donné, le montant total mensuel des pénalités appliquées atteint quinze pourcent (15%) du montant forfaitaire mensuel TTC du marché.
 - Le montant total trimestriel des pénalités appliquées sur trois mois consécutifs atteint dix pour cent (10%) du montant forfaitaire TTC trimestriel du marché. L'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre VII du CCAG/FCS.

Par ailleurs, l'accord-cadre est résilié immédiatement et de plein droit, sans indemnité, ni préavis en cas de faillite du titulaire.

Article 14 – Visite des lieux

Les entreprises peuvent, à la demande, visiter les lieux afin de procéder à toutes les investigations nécessaires pour l'établissement de leur offre. Cette visite doit avoir lieu pendant la phase de consultation.

La visite des locaux est fortement recommandée mais reste facultative. Les entreprises sont réputées avoir pris connaissance de toutes les conditions susceptibles d'influencer l'exécution, les délais, les quantités et les prix des prestations à réaliser, même si aucune visite n'a été effectuée. En aucun cas, le soumissionnaire ne pourra invoquer une absence d'information suffisante, que des visites aient été effectuées ou non.

Afin de procéder à la visite des sites concernés, le titulaire prendra directement contact avec les interlocuteurs propres à chaque site. Les coordonnées de ces interlocuteurs figurent en annexe 2 du présent CCAP.

Article 15 - DEROGATIONS CCAG/FCS

| Articles du CCAP | Dérogations au CCAG/FCS 2021 |
|------------------|--------------------------------|
| Article 2 | Article 4.1 |
| Article 10.2 | Article 14.1.1, 14.1.2, 14.1.3 |